

# « Non, il ne faut pas débattre de tout. Ni à l'université, ni dans les médias »

La liberté d'expression permet de tout dire, même n'importe quoi, dans les limites de la loi. Le sociologue français Eric Fassin, la distingue de la liberté académique, soumise à une exigence de vérité. Surtout, il pointe la responsabilité, académique et journalistique, de ne pas donner la parole à celles et ceux qui disent n'importe quoi.

▣ Article réservé aux abonnés



Eric Fassin est un sociologue français et américaniste, professeur au département de science politique de l'Université Paris-VIII-Vincennes-Saint-Denis, spécialiste des études de genre et de la politisation des questions sexuelles et raciales. - Villette Pierrick/ABACA.



**Entretien** - Cheffe du pôle Idées

Par **Veronique Lamquin** (</2178/dpi-authors/veronique-lamquin>)

Publié le 8/10/2025 à 22:05 | Temps de lecture: 5 min

**L**a liberté d'expression, c'est le droit de tout dire, dans les limites de la loi... y compris n'importe quoi. C'est la différence avec les libertés académiques. » Une distinction qu'Eric Fassin, sociologue français engagé, professeur d'études de genre à l'Université Paris 8, a analysée pour *Le Soir*, la semaine dernière, en marge d'interventions à l'UCLouvain.

### ***Peut-on vraiment dire « n'importe quoi » au nom de la liberté d'expression ?***

La liberté d'expression, c'est une question d'opinion, pas de vérité. Puisqu'on a le droit de tout dire, on peut aussi raconter n'importe quoi, du moins dans les limites de la loi, qui varie selon les pays. Les libertés académiques, c'est une protection professionnelle soumise à une condition : on a le droit de tout dire, mais pas n'importe quoi. Telle est notre responsabilité propre. C'est aussi la condition de notre légitimité : raconter n'importe quoi, c'est se discréditer auprès de ses pairs.

Aux Etats-Unis ou en France, le secteur de l'édition et les médias sont de plus en plus contrôlés par des milliardaires. L'université préserve davantage d'autonomie face aux pouvoirs économiques et politiques. C'est justement pour cette raison qu'elle est autant attaquée : c'est un bastion de liberté, mais aussi une exigence de vérité.

### ***Vous dites qu'on ne peut pas dire n'importe quoi... Cela veut dire être neutre ? Ou se limiter à des propos scientifiquement avérés ?***

La neutralité est une illusion. Ce mot est un rappel à l'ordre conservateur qui sert à neutraliser. L'exigence qui fonde les libertés académiques ne condamne pas à ne dire que des vérités scientifiques définitives. Mais cela suppose des discours informés par une compétence et tenus par les règles d'un métier, comme éviter de dire des choses contradictoires, ou sans rapport avec la réalité. Par exemple, quand je vous dis que les universités sont attaquées, je dois pouvoir le justifier empiriquement.

### ***Comment savoir si les propos que l'on nous tient relèvent du mensonge ou du n'importe quoi ?***

Quand J.D. Vance dit que, dans l'Ohio, les Haïtiens mangent les chiens et les

chats, les journalistes sérieux font du *fact-checking*. Mais démontrer que c'est faux, ça n'intéresse que les gens qui le savaient déjà. Pour les autres, ça ne change rien : le but n'est pas de leur faire croire que c'est vrai. C'est de faire plaisir à des gens en leur disant ce qu'ils ont envie d'entendre. J.D. Vance revendique de « créer des histoires ». Et qu'importe la vérité ? Face à cela, nous nous sentons démunis. Aux Etats-Unis, sont attaqués les savants et les journalistes, les juges et les procureurs, bref, tous les corps de métiers qui produisent des formes de vérité. C'est donc la vérité elle-même, en tant que principe démocratique, qui est attaquée.

### ***Est-ce que la censure s'installe sur les campus, en France, aux Etats-Unis ?***

Depuis des années, on nous parle de *cancel culture* : « on ne peut plus rien dire », paraît-il. Or aujourd'hui, la censure vient de la droite, pas du *wokisme*. Pour censurer, il faut en avoir le pouvoir. Or, par définition, ce n'est pas le cas des minorités ! Ce qui menace les libertés académiques, ce sont bien les pouvoirs. Des étudiants peuvent perturber un cours ou empêcher la tenue d'un événement. Mais c'est sans commune mesure avec la menace de perdre ses financements, voire son poste. En France, on a vu le gouvernement s'en prendre à « l'islamogauchisme » dans les universités. Cette politique d'intimidation a eu des effets bien réels. Bien sûr, ce n'est pas la Hongrie ou la Turquie. Mais les étudiants hésitent à s'engager dans les domaines visés par le pouvoir ; et les chercheurs s'en éloignent par prudence.

### ***A défaut de censure, observez-vous une plus grande difficulté à débattre, sur les campus ?***

L'université n'est pas faite pour débattre de tout et n'importe quoi. Je ne vois pas l'intérêt d'inviter quelqu'un comme Charlie Kirk sur un campus. Les discours racistes et sexistes, c'est n'importe quoi – et d'ailleurs, en France comme dans beaucoup de pays, c'est contraire à la loi. Notre rôle n'est pas de promouvoir toutes les opinions, mais de développer la réflexion en confrontant les opinions aux savoirs. Le campus est le lieu où la liberté d'expression des étudiants se confronte aux libertés académiques des professeurs. Etudier, c'est apprendre à ne pas se contenter d'exprimer des opinions et développer un sens critique. Et d'ailleurs, si je puis me permettre un petit moment de critique des médias... ?

... -

## ***Allez-y !***

Souvent, dans les médias, et au-delà, on continue de croire qu'il faut débattre de tout. Non, pas de tout. Pas «pour ou contre les trans», ni «pour ou contre les juifs», ou «les musulmans». Pour débattre, il y a des conditions. Quand on élabore un argument face à quelqu'un qui dit n'importe quoi, voire des horreurs, c'est le contraire d'un débat.

## ***Au début, vous disiez pourtant que la liberté d'expression, ça peut être qu'on dit n'importe quoi ?***

Oui, dans les limites de la loi. Mais revendiquer que les gens ont le droit de dire n'importe quoi n'implique pas l'obligation de les inviter dans les médias ou les universités. Pourtant, ce sont ceux-là qu'on entend de plus en plus. Nous avons une responsabilité ; nous faisons constamment des choix. Qui inviter, et qui éviter ? Avec qui parler, et de quoi ? Il y a une dizaine d'années, j'ai refusé de « débattre » avec Eric Zemmour, pour ne pas donner l'impression que tout se vaut, que toutes les opinions sont respectables, intellectuellement et politiquement. Notre responsabilité, c'est non seulement de ne pas dire n'importe quoi mais aussi de ne pas légitimer le n'importe quoi qui menace aujourd'hui la démocratie.

---